

Questions orales

L'ÉTAT D'AVANCEMENT DES NÉGOCIATIONS

L'hon. James A. McGrath (Saint-Jean-Est): Madame le Président, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures pourrait-il dire à la Chambre quelle est exactement la position du Canada, les parties en étant arrivées à une impasse dans leurs négociations, car les représentants des îles au sein de l'Assemblée Nationale française ont évoqué le spectre de sanctions économiques. Si je pose cette question, c'est que je crains qu'en raison de cette impasse, le Canada n'éprouve de très sérieuses difficultés dans le domaine des pêches et, vraisemblablement aussi à plus ou moins brève échéance, dans celui des gisements gaziers et pétroliers sous-marins.

L'hon. Mark MacGuigan (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Madame le Président, l'article que la presse française a reproduit et qui établit une étrange analogie entre la situation des îles St-Pierre et Miquelon et celle des îles Falkland n'est pas de nature à améliorer les relations entre le Canada et la France. Dans le cadre de relations normales, nous négocions avec la France la question des limites territoriales en mer. Nos entretiens se poursuivent. Nous avons formulé des propositions et reçu des contre-propositions. A l'heure actuelle, les discussions se poursuivent normalement. Comme on pouvait s'y attendre, nous nous appliquons très énergiquement à défendre les intérêts des Canadiens.

* * *

L'ÉCONOMIE

L'ÉMISSION D'OBLIGATIONS À LONG TERME PAR LE GOUVERNEMENT

L'hon. George Hees (Northumberland): Madame le Président, j'ai une question pour le premier ministre. Comme il le sait fort bien, son gouvernement a tout récemment émis une obligation de 20 ans à un taux d'intérêt de 15½ p. 100. Voilà qui prouve manifestement que le gouvernement, le premier ministre, le ministre des Finances, et le Cabinet s'attendent que les taux d'intérêt et l'inflation élevés séviront au pays pendant encore longtemps. Je demande au premier ministre pourquoi lui, son ministre des Finances et son gouvernement ont abandonné sitôt la partie dans la lutte contre les taux d'intérêt élevés et l'inflation?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Madame le Président, je m'étonne qu'un député aussi érudit que mon distingué collègue puisse ainsi interpréter la chose. Il sait sûrement que les capitaux à long terme sont actuellement très difficiles à obtenir et que seuls des taux d'intérêt élevés peuvent les attirer.

Une voix: Pourquoi?

M. Trudeau: Le député d'en face veut savoir pourquoi. Parce que...

Des voix: Oh, oh!

M. Trudeau: Désolé, George, mais vos collègues ne veulent pas de réponse à ce genre de question. Peut-être est-elle trop difficile pour eux. Peut-être vaudrait-il mieux que vous et moi en discussions plus tard.

● (1450)

M. Hees: Madame le Président, le premier ministre ne va pas s'en sortir ainsi, ce serait trop facile.

Des voix: Bravo!

M. Hees: La question est très délicate et il a bien du mal à y répondre.

Des voix: Bravo!

M. Hees: Si nous avons des taux d'intérêt élevés, c'est parce que la population doute de sa compétence et de celle de ses ministres en matière économique, mais il n'a pas l'air de s'en rendre compte.

Des voix: Bravo!

M. Hees: S'il pense que nous n'allons pas avoir des taux d'intérêt et une taux d'inflation élevés au cours des 20 prochaines années, comment peut-il justifier que l'on va verser 15.5 p. 100 d'intérêt pendant tout ce temps?

M. Trudeau: Madame le Président, le député sait très certainement quels sont les taux d'intérêt aux États-Unis, en Europe, en France et ailleurs. Alors, si nous n'offrons pas aux épargnants, y compris au député...

M. Hees: Pendant 20 ans?

M. Trudeau: Madame le Président, quand on veut emprunter à long terme, il faut accepter le taux d'intérêt exigé par les investisseurs. Le député doit savoir que les épargnants canadiens peuvent très bien investir leur argent sur le marché des obligations de New York ou sur les marchés européens et obtenir un tel taux d'intérêt. Cela signifie que...

M. Hees: Franchement, vous feriez mieux de vous rasseoir puisque vous ne savez plus quoi dire.

M. Trudeau: Madame le Président, si le député me demande de me rasseoir, c'est sans doute parce que ma réponse dépasse son entendement.

Des voix: Bravo!

* * *

[Français]

LES SUBSTANCES DANGEREUSES

LA MIUF—ON DEMANDE UNE AIDE SUPPLÉMENTAIRE

M. Gérald Laniel (Beauharnois-Salaberry): Madame le Président, j'aimerais poser une question à l'honorable ministre de la Consommation et des Corporations. Tout en reconnaissant que le gouvernement canadien est le seul gouvernement qui ait fait quelque chose de concret pour aider les victimes de la MIUF, j'aimerais demander à l'honorable ministre s'il est disposé à considérer d'autres programmes d'aide et, dans l'affirmative, serait-il disposé à examiner la possibilité de mettre de l'avant un programme de prêts sans intérêt ou à intérêts subventionnés pour aider les gens qui veulent enlever la mousse et qui n'ont pas les moyens de le faire, une suggestion qui m'est venue du comité local de ma circonscription?